

Penrose, Edith, *The Growth of Firms, Middle East Oil and Other Essays*, Frank Cass & Co. Ltd, Londres, 1971, 336 p.

Gérard Garnier

Volume 4, numéro 4, 1973

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700370ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700370ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Garnier, G. (1973). Compte rendu de [Penrose, Edith, *The Growth of Firms, Middle East Oil and Other Essays*, Frank Cass & Co. Ltd, Londres, 1971, 336 p.] *Études internationales*, 4(4), 567–569. <https://doi.org/10.7202/700370ar>

Face à une bourgeoisie conquérante qui, à titre de concessions, crut habile d'adoucir les contradictions plutôt que de la polariser, et aux « directeurs intellectuels » de la gauche qui proposaient plutôt des solutions traditionnelles de contestation et d'astuce, les exploités forgèrent presque d'eux-mêmes l'arme de la confrontation directe. Les Tupamaros entraient sur la scène de l'histoire...

On peut regretter que l'analyse dialectique de l'auteur soit trop brève : cinq pages seulement. Toutefois, Maria Esther Gilio utilise une méthode d'analyse intéressante : la méthode de l'ethnographie politique. En effet, *La guérilla tupamara* est un ensemble de reportages et de témoignages sur la situation intérieure de l'Uruguay et l'épopée presque légendaire des Tupamaros. Ce sont les soldats de la révolution qui parlent. Ainsi, tour à tour, défilent devant le lecteur, l'État qui démissionne ; l'École qui rejette les « damnés de la terre » ; l'Église qui fait volte-face et applaudit les héros et les martyrs de la guérilla ; la garde prétorienne qui assassine ; les révoltés qui ne se soumettent pas... Au demeurant, ce récit nous paraît plus riche, plus convainquant, plus actuel et plus brutal que *les Tupamaros* (1971) d'Alain Labrousse, par exemple.

La guérilla tupamara, qui a obtenu le Prix international *Casa de las Américas*, est plus qu'une radiographie de la dictature politique et économique exercée par l'oligarchie et la bourgeoisie consulaire uruguayennes alliées à l'impérialisme américain, dans « la Suisse de l'Amérique latine ». On y retrouve l'Amérique latine « à l'heure des brasiers ».

Daniel GAY

Sociologie
Université Laval

PENROSE, Edith, *The Growth of Firms, Middle East Oil and Other Essays*, Frank Cass & Co. Ltd, Londres, 1971, 336p.

À première vue, le titre du dernier livre de l'auteur a de quoi surprendre car on saisit mal la relation entre la croissance des entreprises et le pétrole du Moyen-Orient. Cependant, la fin

de ce titre nous éclaire un peu : il s'agit en effet d'un recueil d'articles publiés par madame Penrose sur une période d'une vingtaine d'années et de ce fait couvrant des sujets assez disparates. Cela ne signifie pas, cependant, qu'il n'y ait aucune unité dans ce livre, que les articles ne développent aucun thème de fond. Bien qu'il s'agisse essentiellement d'une rétrospective de la pensée économique de madame Penrose, il faut reconnaître que cette évolution a suivi un chemin on ne peut plus logique. Partant de la théorie de la croissance de l'entreprise, Edith Penrose en vient rapidement à étudier l'investissement à l'étranger comme l'une des possibilités de croissance d'une firme, surtout d'une firme qui a déjà atteint un développement considérable. Cette étude l'entraîne alors dans une analyse pénétrante du monde de l'entreprise plurinationale, en particulier de ses relations avec les pays hôtes dans lesquels elle s'installe. Les nombreux contacts de madame Penrose avec les pays du Moyen-Orient, l'ont tout naturellement amenée à concentrer son attention sur le secteur pétrolier qui est probablement le secteur industriel qui compte le plus d'entreprises plurinationales. De là à s'intéresser aux problèmes économiques généraux des pays du Moyen-Orient il n'y avait qu'un pas, qu'elle franchit rapidement.

La structure du livre que nous étudions reflète fidèlement ce cheminement des intérêts de l'auteur. La première section traite de la théorie de la croissance des firmes et de l'investissement à l'étranger ; la deuxième est centrée sur l'industrie du pétrole ; les troisième et quatrième traitent des problèmes économiques spécifiques aux pays du Moyen-Orient et de leur développement. La première section nous semble de loin la partie la plus importante, du moins sur le plan théorique, aussi en développerons-nous brièvement trois thèmes fondamentaux : la contribution de madame Penrose à la théorie de la croissance des entreprises, l'investissement à l'étranger, enfin l'avenir des entreprises plurinationales.

1 - La théorie de la croissance des firmes

L'apport de E. Penrose à cette théorie, culminant dans la publication d'un ouvrage sur ce sujet (*The Theory of the Growth of the Firm*, Oxford : Basil Blackwell, 1959), est beaucoup

trop considérable pour en discuter en détail au cours de ces quelques lignes.

Nous nous bornerons donc à quelques réflexions sur les deux articles qui ouvrent l'ouvrage que nous étudions. Deux grandes catégories de facteurs expliquent la croissance d'une entreprise: en premier lieu les facteurs externes à l'entreprise (l'intensité de la demande pour les produits de cette entreprise, l'état de l'économie en général, les changements des techniques de production dans l'industrie à laquelle cette entreprise appartient, etc.; en second lieu des facteurs internes. Alors que beaucoup d'économistes ont surtout insisté sur la première catégorie, l'auteur voit le moteur principal de la croissance dans la seconde et s'insurge contre l'aspect mécanique de certaines théories. Pour elle, ce sont les facteurs humains qui sont déterminants. Une entreprise croît principalement parce que ses dirigeants veulent qu'elle grandisse et qu'ils ont planifié sa croissance. L'élément crucial de la croissance d'une entreprise est donc le nombre de dirigeants supérieurs ayant l'expérience nécessaire pour planifier et diriger cette croissance. Ce processus de croissance va entraîner une réorganisation progressive de toute la structure de l'entreprise et conduire à une décentralisation de l'autorité de plus en plus poussée. En ce sens, les conclusions de l'auteur rejoignent celles de la théorie des organisations, branche principale de ce qu'on appelle désormais le management des entreprises.

2 – Croissance des entreprises et investissement direct

À l'heure actuelle, il est peu de phénomènes économiques internationaux qui aient autant attiré l'attention des experts que celui de l'investissement direct. Malgré tout cet intérêt, ses causes sont encore mal comprises. Edith Penrose, dans un article désormais célèbre (« Foreign Investment and the Growth of the Firm ») propose une théorie originale. Pour elle, on englobe sous les termes d'investissement direct, deux phénomènes très différents: d'abord le phénomène de l'investissement initial, ensuite celui du développement de l'entreprise étrangère ainsi créée. Le premier est lié à la croissance de la maison mère: au cours de son développement, celle-ci peut trouver avantageux d'établir une filiale (ou succursale) à

l'étranger. Pour Penrose, cette décision est prise principalement dans des perspectives de rendement de capital plus élevé à long terme, à l'étranger que dans le pays d'origine (*Although it is true that foreign investment is undertaken because a rate of return on capital that is higher than alternative rates obtainable elsewhere is expected – although not necessarily in the short term*). En ce sens elle est tout à fait classique.

Le deuxième phénomène, dont l'étude constitue l'apport original de Penrose, est lié au développement de la filiale. Pour Penrose, à partir du moment où une filiale étrangère est créée, elle constitue, pour l'essentiel, une entreprise distincte de la maison mère; sa croissance notamment, n'est pas liée à celle de la maison mère mais dépend de facteurs internes. Penrose se dissocie alors de la théorie classique selon laquelle l'augmentation de l'investissement direct effectué par un pays A dans un pays B est une fonction de la différence de taux de rendement entre B et A. Pour Penrose la filiale en B peut continuer à se développer (donc l'investissement direct à croître) même si la différence de rendement devient nulle ou négative. La raison en est que la croissance de la filiale étrangère dépend d'abord de facteurs externes, tel que le taux de croissance de l'économie du pays hôte B, ensuite de facteurs internes propres à cette filiale. Le facteur fondamental est que la croissance de cette filiale est, la plupart du temps, financée principalement par le réinvestissement de ses propres bénéfices, ce qui diminue considérablement sa dépendance financière à l'égard de la maison mère. Penrose a d'ailleurs été l'une des premiers auteurs à souligner que l'investissement direct n'est pas fondamentalement une question de mouvements de capitaux mais consiste surtout en un transfert de techniques de production et d'administration, de nouvelles idées, entre la maison mère et sa filiale dans le cadre d'une entreprise plurinationale.

Comme le développement des investissements déjà existants (par réinvestissement des profits) est généralement beaucoup plus considérable que la création de nouvelles filiales (mouvements de capitaux), on comprend que les études économétriques récentes n'aient pas trouvé, pour la plupart, de corrélation significative entre investissement direct et différences de taux de rendement du capital entre les pays impliqués.

3 - *L'avenir des entreprises plurinationales.* *Relations avec les pays-hôtes*

Dans l'article intitulé « The State and the Multinational Enterprise in Less-Developed Countries », E. Penrose s'attaque à une théorie proposée par C. R. Kindleberger et reprise plus tard par S. Hymer et S. Resnick, selon laquelle « l'État, en tant qu'entité économique est une notion dépassée ». Selon Kindleberger, le découpage politique du monde actuel en un grand nombre d'États dont certains sont très petits, est inefficace en ce qui concerne la division du travail et de la production. Ces pays constituent, en général, des marchés trop restreints pour une production rentable, dans la plupart des domaines. Par contre, on assiste depuis une dizaine d'années au développement d'entreprises plurinationales géantes qui regroupent des unités de production dans un grand nombre de pays et réorganisent la distribution et la circulation des produits, d'une part, des facteurs de production, de l'autre, selon des critères d'efficacité économique, en tenant compte le moins possible des perturbations imposées par les frontières nationales. Selon Kindleberger, on va assister au développement de ces entreprises, donc au déclin des États nationaux, « vestiges du passé, inadaptés aux exigences du monde moderne ». On retrouve des thèses identiques chez Hymer, Vernon, Behrman et bien d'autres. Penrose rejette ces théories. Notons cependant qu'elle ne les envisage que dans l'optique des relations des firmes plurinationales avec les pays sous-développés. Elle ancre sa position sur trois points : d'abord, la plupart des pays sous-développés viennent tout juste d'atteindre le statut de nations indépendantes. Le nationalisme y est encore très fort et se trouve fortement encouragé par les dirigeants.

Le deuxième point, relié au premier, est celui de la xénophobie, plus ou moins manifeste, de ces populations qui craignent notamment un retour du colonialisme sous la forme détournée de l'exploitation économique. Le troisième point est que ces nouveaux gouvernements pour la plupart, conçoivent le développement de leur pays comme un processus dirigé par l'État (grâce à la planification) et non laissé au libre arbitre de l'entreprise privée. En partant de ces arguments, Penrose arrive à la conclusion qu'il est peu probable que ces États

laissent les entreprises plurinationales étrangères s'emparer de segments importants de leur économie et intégrer les firmes locales dans une structure internationale qui leur dicterait la politique à suivre.

En réalité, Penrose et Kindleberger ne parlent pas exactement de la même chose. Ce dernier présente une vision générale du monde tel qu'il l'envisage, plus dans un avenir éloigné que dans un futur rapproché. Au contraire, Penrose parle des phénomènes actuels se déroulant dans une classe limitée de nations. Suivant son optique, elle a raison et il est certain qu'on voit relativement peu d'entreprises plurinationales dans les pays sous-développés et qu'elles n'y jouent qu'un rôle très limité. Cela ne contredit pas la thèse de Kindleberger. Celui-ci a-t-il raison ? Il est difficile d'en juger avec aussi peu de recul, mais il est évident qu'un grand nombre de faits semblent confirmer sa thèse. Cependant, en ce qui nous concerne, nous ne croyons pas à l'unification du monde, du moins pas avant fort longtemps. Nous voyons plutôt la création de grands blocs économiques à l'intérieur desquels il y aurait libre circulation des biens et des facteurs de production, chacun ayant sa monnaie propre.

Pour en revenir à la thèse de Penrose, bien qu'elle ait raison actuellement, il nous semble que dans l'avenir on assistera à un revirement total de l'attitude des pays sous-développés. Une fois que la phase éruptive de création des États nationaux sera passée, que les nationalismes se seront quelque peu refroidis, les impératifs économiques finiront par reprendre le dessus. À moins que les expériences de planification économique de ces États ne s'avèrent des succès importants, il est probable que sous la poussée de la demande des populations pour un éventail plus large de biens, pour un mode de vie plus rapproché de celui de l'Occident, les gouvernements seront obligés d'ouvrir leurs marchés aux entreprises plurinationales et de perdre ainsi une partie de leur souveraineté.

Faute de place, il ne nous est pas possible de nous lancer dans le dédale économique-politique du problème pétrolier, des rivalités entre États producteurs et entreprises exploitatrices, d'une part, entre ces dernières, de l'autre.

En conclusion, bien que cet ouvrage n'apporte rien de fondamentalement nouveau, il